



Bac: les élèves, grands perdants du bras de fer sur le contrôle continu

Les épreuves de contrôle continu du nouveau bac ont commencé ce matin dans beaucoup de lycées. Elles ont déjà un sigle : E3C pour épreuve commune de contrôle continu. Comme il fallait s'y attendre, tout ne s'est pas déroulé dans le calme et la sérénité.

De quoi s'agit-il ? Sur le papier, rien de vertigineux. Les élèves doivent plancher sur 3 épreuves : deux heures en histoire-géographie, une heure dans chacune de leurs deux langues vivantes. Auxquelles s'ajoutent les maths pour la filière technologique. C'est la première série de trois contrôles continus d'ici la fin de leur année de terminale, dans un an et demi. Avec la réforme Blanquer, le bac comprendra 40% de contrôle continu.

Voilà pour la théorie avec une réforme qui, encore une fois, change les habitudes, mais n'a rien de révolutionnaire. En principe, les épreuves se déroulent dans les classes, sont surveillées par les professeurs habituels des élèves.

Les copies, rendues anonymes, sont ensuite corrigées par un autre enseignant. Rien de plus, rien de moins qu'un « super contrôle », disait ce matin une élève de première convoquée à 8h30.

C'était sans compter les perturbations. Car la matinée a connu son lot de blocages. A grands coups de barricades de chaises devant les lycées, d'alarmes incendie déclenchées de façon intempestive et de cordons d'enseignants, parfois bras dessus bras dessous avec des parents d'élèves de la FCPE, venus empêcher la tenue des épreuves. En renfort, on voyait aussi des Gilets jaunes et des syndicats antiretraites.

En début d'après-midi, le ministère de l'Éducation nationale comptait une trentaine de tentatives de blocage. Au point que, dans cinq lycées, les épreuves n'ont pas pu avoir lieu et sont reportées. Deux de ces lycées sont dans l'académie de Lyon, deux dans celle de Créteil et un dans celle de Rennes. Sur les 2 600 lycées en France, 400 ont choisi de faire plancher les élèves ces jours-ci. Les autres le feront dans les semaines qui viennent.

Quels sont les griefs contre ces épreuves ? Multiples ! À écouter les syndicats d'enseignants, rien ne va, tout bonnement. Ils critiquent l'organisation matérielle. La banque de sujets qui a été ouverte le 9 décembre par le ministère. Trop tard, affirment les syndicats pour choisir les sujets. Mais ils sont aussi convaincus que les machines, installées dans les lycées pour scanner les copies ne fonctionneront pas. Et sur le fond, ils ne sont pas, non plus, avares de critiques : c'est du bachotage, affirment-ils. Une pression permanente sur les élèves. Il n'y aurait pas de plus-value pédagogique...

Depuis des semaines, les enseignants opposés à la réforme répètent aux élèves que ce contrôle continu est inepte. Ils leur annoncent que les épreuves n'auront pas lieu et qu'il ne sert donc à rien de réviser. Pour finir par dénoncer un « climat anxieux » qu'ils ont contribué à créer...

Le « manque de moyens » est aussi critiqué. Quitte à passer sous silence les 50 euros par paquet de copies que recevra chaque enseignant. Et les 500 euros de prime que toucheront les proviseurs pour l'organisation de ces épreuves.

Dans cette agitation, l'intérêt des élèves semble bien relégué au second plan. C'est bien une opposition de principe à la réforme du bac qui s'exprime. Mais aussi une façon de peser sur les négociations en cours pour la revalorisation des salaires liée à la réforme des retraites.

Jean-Michel Blanquer promet des poursuites disciplinaires dans tous les lycées où ces boycotts ont été organisés de façon illégale, comme samedi dans un lycée de Clermont-Ferrand. « L'extrême gauche veut à tout prix créer de l'affrontement », a vivement réagi le ministre. Qui s'attend encore à quelques semaines de tensions.